

La philosophie générale des programmes d'EMC

Nouvelle-Calédonie, 2 octobre 2025

Jerome.grondeux@igesr.gouv.fr

Les dimensions des compétences civiques et citoyennes

Valeurs et principes	Connaissances et <u>compréhension critique</u>	Attitudes	Aptitudes
<ul style="list-style-type: none">• liberté, égalité, fraternité et laïcité• solidarité, égalité entre femmes et hommes, refus de toutes les discriminations• respect de la dignité humaine• État de droit	<ul style="list-style-type: none">• citoyenneté et institutions nationales et européennes• règle et droit• défense, sécurité et résilience nationale• développement durable et transition écologique• information et médias	<ul style="list-style-type: none">• respect d'autrui et acceptation des différences• respect de soi, maîtrise de soi• prise d'initiative dans le respect des règles, des autres et de l'environnement• esprit civique et sentiment d'appartenance à une collectivité• engagement et sens des responsabilités• équilibre entre l'initiative individuelle et l'acceptation des règles communes	<ul style="list-style-type: none">• écoute et observation, réflexion et discernement, esprit critique• capacité à exprimer ce que l'on ressent et empathie• apprentissage autonome• implication dans un projet collectif et coopération• participation à un débat pour résoudre les conflits

Une progression annualisée : collège et lycée

Sixième	Apprendre à vivre dans une société démocratique	Fin du cycle 3
Cinquième	Fraternité, égalité et solidarité	Cycle 4
Quatrième	Défendre les libertés	
Troisième	Faire vivre la démocratie	
Seconde	Droits, libertés et responsabilité	Lycée général et technologique et lycée professionnel
Première	Cohésion et diversité dans une société démocratique	
Terminale	La vie démocratique : débat, délibération et prise de décision	

La structure du programme

sgmr
Programme

Des objectifs

Seconde : Droits, libertés et responsabilité

Attendus et objectifs

En classe de seconde, les acquis de la scolarité obligatoire sont mobilisés pour engager une réflexion renouvelée sur l'État de droit, sur son origine et son évolution. Il s'agit de souligner que l'État de droit garantit nos libertés, en même temps qu'un authentique pluralisme démocratique. Ainsi se poursuit la réflexion sur la laïcité, d'une part, et, d'autre part, sur le potentiel de création de nouveaux droits au sein d'une société démocratique. L'exercice des libertés appelle à la responsabilité, autant pour les sauvegarder ou les étendre que pour répondre aux considérables défis de la société contemporaine : la montée d'une information pléthorique et inégale, les risques environnementaux ou la transition écologique.

L'État de droit garantit les droits et libertés et un pluralisme démocratique (6 heures en voie professionnelle)

Un horaire

Un thème par niveau

Des sous-thèmes

Des notions à travailler

Notions abordées	Contenus d'enseignement	Démarches et situations d'apprentissage possibles
État de droit (vu en 4 ^e)	<ul style="list-style-type: none">L'État de droit, dans lequel la justice est indépendante, les pouvoirs publics sont soumis au droit et les citoyens égaux devant la loi, est garant des libertés et des droits fondamentaux ;	À partir des textes européens (Convention européenne des droits de l'homme - CEDH, Charte européenne des droits fondamentaux), définir, par une approche historique, l'État de droit en s'appuyant sur les éléments abordés en quatrième. Étudier une décision de justice administrative (Conseil d'État).

Des contenus à enseigner

Des exemples de démarches pédagogiques

Des notions...

... au cœur de la progressivité

Les notions

« Une notion désigne le degré connaissance qu'on a d'un objet pensé. Dans la géographie scolaire, la notion d'espace, par exemple, renvoie à la façon dont quelqu'un (les élèves, les étudiants, les apprenants adultes, etc.) définit l'espace, ce qu'il recouvre. La notion est une construction, qui évolue au cours de la formation de l'individu, pour acquérir une forme de plus en plus précise et des contours de plus en plus nets. »

Site « Géoconfluences »

Implications

Une valeur ou un principe peuvent être une notion dans un programme.

Un degré de progressivité : la notion s'approche progressivement du concept : on ne dit donc pas tout de l'objet de la notion à chaque niveau.

Les notions servent à orienter la démarche pédagogique et la transmission des contenus d'enseignement.

Les notions servent à éclairer des **situations**

Exemple de notions présentes à plusieurs niveaux dans le programme

Egalité

Solidarité

Discrimination

Etat de droit

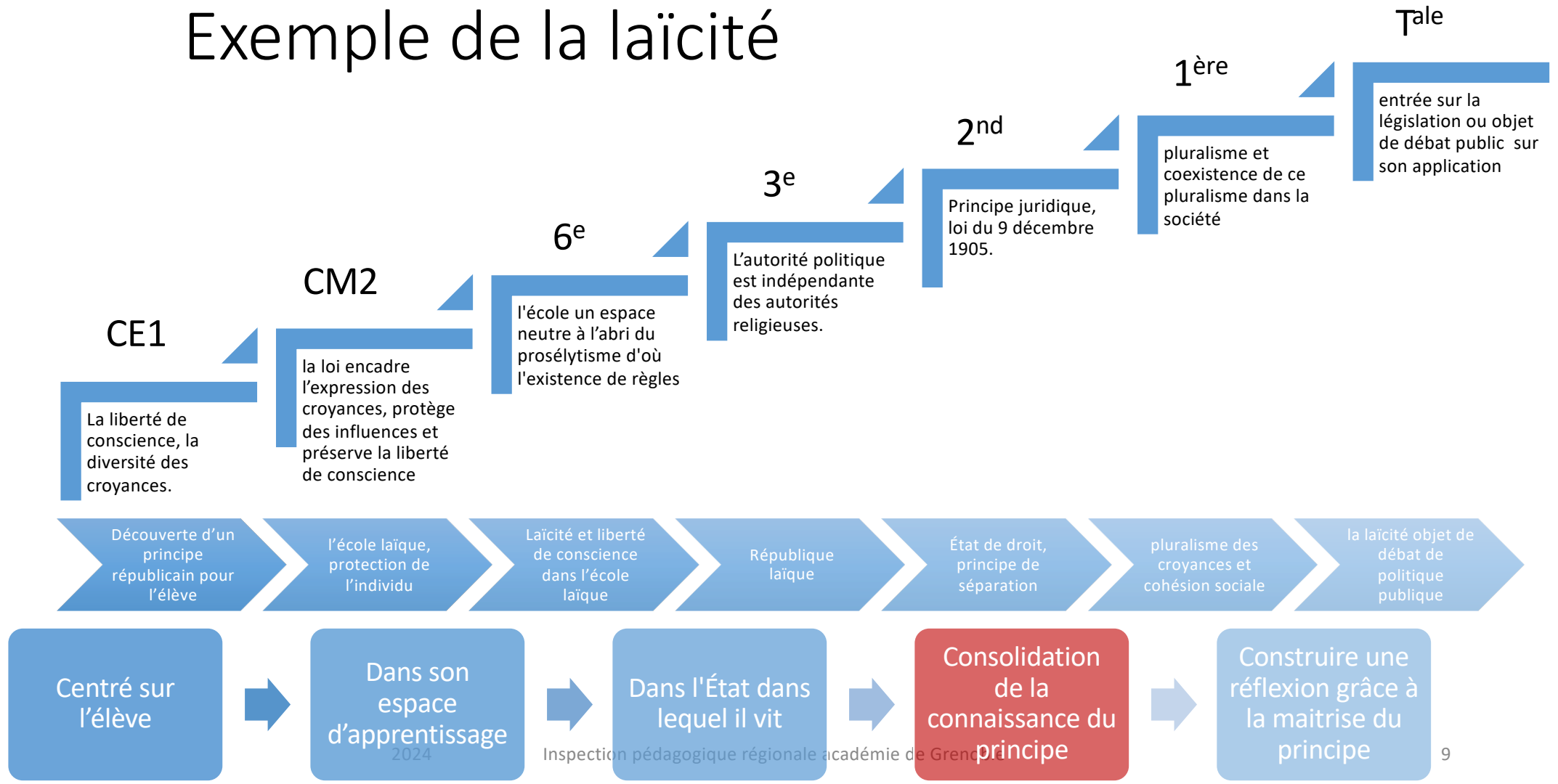
Ordre public

Défense et sécurité nationale

Opinion publique

Construction progressive des notions

Exemple de la laïcité

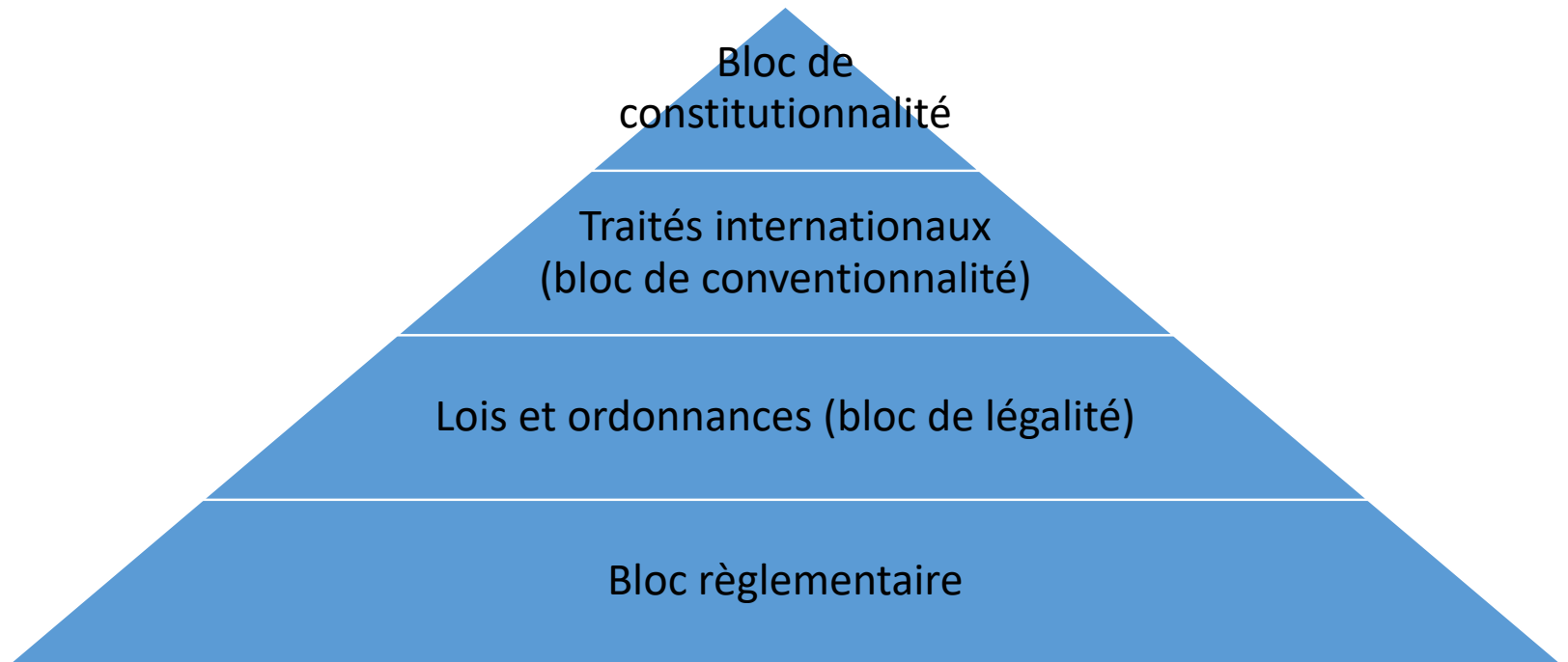


L'exemple de l'Etat de droit

« Il désigne un principe de gouvernance en vertu duquel l'ensemble des individus, des institutions et des entités publiques et privées, y compris l'État lui-même, ont à répondre de l'observation de lois promulguées publiquement, appliquées de façon identique pour tous et administrées de manière indépendante, et compatibles avec les règles et normes internationales en matière de droits de l'homme. »

Rapport du Secrétaire général de l'ONU (Kofi Annan), 23 août 2004

La hiérarchie des normes et la pyramide de Kelsen



« L'ordre public » dans le système de l'Etat de droit

- Dans un Etat de droit, l'ordre public « établi par la loi » (DDHC, art. 10) protège les droits et libertés de chacun en garantissant la « sûreté ».
- La notion n'implique pas l'immuabilité de l'ordre social, mais décrit un état de sûreté des personnes et des biens dans lequel les droits fondamentaux de la personne humaine sont garantis.
- Il est un principe au nom duquel l'exercice des libertés (ex: liberté de culte ou de réunion) peut être restreint.
- Il y a donc une tension entre l'exercice de la liberté et la nécessité du maintien de l'ordre public.
- Dans un Etat de droit, la restriction des libertés au nom de l'ordre public peut-être susceptible de recours pour les citoyens.

Deux suggestions de mise en œuvre

Axes	Situations	Apport
Partir de grands textes européens	<p>Approche historique de textes européens: exemple CEDH. Un texte qui a évolué (https://www.coe.int/fr/web/human-rights-convention/reference-texts) / on peut y entrer <u>par un recours précis</u> devant la CEDH (https://juridique.defenseurdesdroits.fr/index.php?lvl=etagere_see&id=47)</p>	<p>Replacer cela dans la pyramide de Kelsen (https://www.vie-publique.fr/fiches/38297-arrets-de-la-cedh-quelles-consequences-sur-la-justice-francaise)</p> <p>Retrouver les principes de l'État de droit dans la Convention</p> <p>Montrer que le droit évolue</p>
Partir d'une décision de justice administrative	<p>On se trouve immédiatement dans une situation et on peut coupler deux approches (https://conseil-etat.fr/actualites/laicite-l-interdiction-du-port-de-tenues-de-type-abaya-a-l-ecole-est-conforme-a-la-loi#:~:text=Apr%C3%A8s%20deux%20premi%C3%A8res%20d%C3%A9cisions%20(1,dans%20les%20%C3%A9tablissements%20scolaires%20publics)).</p>	<p>On est directement sur une caractéristique essentielle de l'État de droit : les autorités légitimes elles-mêmes peuvent être l'objet de recours juridiques</p>

Positionner l'EMC et sa mission par rapport aux débats et affrontements politiques

Les débats politiques au quotidien	L'enseignement moral et civique
On parle de ce qui nous arrive « à chaud »	<ul style="list-style-type: none">- On prend de la hauteur pour former des citoyens capables d'agir dans un cadre démocratique- On s'intéresse à la manière dont on s'informe
On ressent et on mobilise des émotions	<ul style="list-style-type: none">- On se réfère à des valeurs, comme la dignité de la personne humaines et à des principes- On cherche à comprendre les émotions des autres pour pouvoir discuter des désaccords
Des points de vue s'affrontent	<ul style="list-style-type: none">- On s'interroge sur les conditions qui permettent un débat serein et productif- On apprend que le pluralisme est une richesse- On cherche les conditions d'un vivre-ensemble démocratique

L'esprit de l'EMC

Entre engagement et recul

L'engagement n'implique pas l'expression immédiate d'une opinion

Pour soi comme membre d'une collectivité	Pour les autres de manière individuelle	Pour les autres dans un collectif
<ul style="list-style-type: none">• Appliquer et comprendre les règles• Connaître ses droits et ses devoirs• Comprendre les valeurs portées par un collectif	<ul style="list-style-type: none">• Signaler ce qui ne va pas, alerter à différents niveaux• Veiller au respect des droits d'autrui• Participer à un débat dans des lieux d'expression• Être force de proposition	<ul style="list-style-type: none">• S'engager dans un collectif réglé (association ou institution)• Inscrire son action dans ce cadre réglé et en accepter les contraintes• Passer des compromis pour élaborer une action collective

Un enjeu d'esprit critique et de CPS

Compétences émotionnelles	À côté de la capacité à exprimer ses émotions et comprendre celles d'autrui, la maîtrise de ses émotions est capitale dans la réflexion.
Compétences cognitives	Équilibre entre confiance dans sa capacité à se forger un jugement et la conscience de la nécessité de s'informer. Équilibre entre la capacité à organiser sa pensée et la possibilité d'intégrer des informations et des optiques nouvelles.
Compétences sociales	Communiquer en anticipant autant que faire se peut les réactions des autres. Dialoguer en acceptant d'entendre des points de vue différents. Être capable de faire confiance sans se livrer pieds et poings liés?